

HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE

Option scientifique

Jean KOGEJ

Sujet : Les États-Unis changent : les mutations structurelles de l'économie et de la société américaines et leurs conséquences géopolitiques pour le monde, de 1991 à nos jours

Les États-Unis représentent toujours la clé de voûte du système - monde. Dans nos représentations, ils restent « l'Amérique », sorte de concentré d'Occident, porteuse d'un rêve universel. Si le postulat du sujet se vérifie (« les États-Unis changent »), est-ce l'essence même de ce qui semble constitutif de « l'Amérique » qui est en cause : sa prospérité, sa société de la chance pour tous, ses rapports privilégiés à l'Occident, une forme « d'Impérialisme » planétaire ? Comme toujours, l'analyse rigoureuse des termes du sujet est une des clés de la réussite.

L'étude est centrée sur le temps présent, avec un champ d'observation de près d'un quart de siècle apportant une profondeur chronologique cohérente, celle de l'après-guerre froide. Les « mutations » correspondent à des évolutions profondes. On nous invite à réfléchir sur les structures économiques plutôt que sur la conjoncture. Par conséquent la réflexion s'orientera vers les secteurs d'activité et leurs poids respectifs, les grands équilibres (monétaire, financier, commercial), le bilan énergétique, les entreprises, l'espace économique. Les mutations structurelles de la société américaine nous interrogent sur la population active, les rapports jeunes/vieux, hommes/femmes, les équilibres ethno religieux, et bien sûr la question cruciale des inégalités.

La géopolitique d'un pays est fondamentalement liée à sa géographie, son histoire, ses choix et ses valeurs, mais les mutations évoquées plus haut suggèrent l'hypothèse d'une adaptation : les États-Unis ont-ils toujours les moyens d'être ces « gendarmes » du monde entier qu'ils étaient au moment de leur triomphe dans la guerre froide ? Une certaine fragilisation de leur économie et de leur société ne leur impose-t-elle pas de faire un choix, celui d'un désengagement relatif en Europe et au Moyen-Orient, au profit d'une concentration de leurs moyens en Asie où leurs intérêts essentiels seraient en jeu ?

Au début de cette phase, ce sont des États-Unis triomphants qui s'engagent dans une de leurs plus belles périodes de prospérité avant de connaître des difficultés majeures, économiques, politiques, stratégiques. Aux deux mandats du Président Clinton, dans les années 1990 (qu'il ne faudrait pas toutefois mythifier à l'excès) succèdent une série de « bulles » et de crises (le « krach des nouvelles technologies » puis la crise des *subprimes* avec comme point d'orgue la faillite de *Lehman Brothers*), qui enracinent durablement le « double déficit », celui du commerce extérieur et celui du budget de l'État (en 2009, ce dernier est de 11% du PIB, un niveau jamais atteint en temps de paix). Il en résulte une « économie de la dette » dans laquelle la dette publique se double d'une dette privée plus considérable encore. Les conséquences sont majeures, telle la fragilisation financière et systémique, et l'épée de Damoclès d'une dette considérable détenue à moitié par des résidents étrangers, dont le gouvernement chinois pour une proportion importante. La perte de substance de l'agriculture, soumise à la concurrence des pays émergents comme le Brésil, la désindustrialisation, massive depuis 20 ans, cumulent leurs effets : les agriculteurs ne représentent plus que 1,5% de la population active, et l'emploi manufacturier a chuté d'un tiers au cours des 15 dernières années, tombant à 11% des actifs. Les emplois de service, souvent plus précaires et moins

bien rétribués, ne compensent plus l'hémorragie, et le chômage retrouve, autour de 2010, le niveau « à deux chiffres » du début des années 1980.

La crise économique, l'érosion des gains de productivité et les choix politiques qui les accompagnent accentuent les inégalités sociales. Les 20% les plus pauvres touchent à peine plus de 3% du revenu national quand les 20% les plus riches en perçoivent la moitié. En termes de patrimoine, l'écart est plus considérable encore, les 2% d'Américains les plus riches possédant 33% du patrimoine total. Avec le Chili, le Mexique et la Turquie, les États-Unis sont en tête des pays les plus inégalitaires de l'OCDE. Les classes moyennes sont laminées, ce qui favorise la radicalisation politique. La société est plus « idéologisée », moins consensuelle, moins regroupée autour d'un socle d'idées et de pratiques communes. Les réactions face à la « falaise fiscale » ou à la réforme du système de santé, mais aussi l'apparition de formations comme le *Tea party* ou de mouvements comme *Occupy Wall Street* témoignent de cette radicalisation.

Dans ces conditions, les États-Unis ont-ils encore les moyens d'intervenir partout ? Le président Obama déclarait en 2012 : « *Il est grand temps que nous reprenions l'argent que nous dépensons pour des guerres, que nous en utilisons la moitié pour payer notre dette et le reste pour la reconstruction économique et sociale ici, aux États-Unis.* ». De fait, au Moyen-Orient comme en Afrique, les États-Unis hésitent désormais à intervenir. Le temps de « l'hyperpuissance » et de la « *nation indispensable* » du début des années 1990 semble bien révolu, mis à mal par « l'impuissance de la victoire » en Irak et au Moyen-Orient en général, par l'Amérique latine aussi qui rejette le projet « états-unien » de construction continentale « de l'Alaska à la Terre de Feu » et par la montée des « émergents » au premier rang desquels la Chine, bien sûr. Des « émergents » qui sont d'ailleurs devenus l'autre locomotive de l'économie mondiale, les États-Unis seuls ne jouant plus ce rôle. S'il est sans doute excessif de parler, comme certains, d'un monde « post américain », on peut au moins constater le retour d'un certain polycentrisme ainsi que de nouvelles pratiques multilatérales dans les relations internationales. Parfois pour le pire : ce sont les efforts conjugués des États-Unis et de la Chine qui ont fait capoter la conférence de Copenhague sur le climat, en 2009.

Si, sous l'effet conjugué de leurs difficultés intérieures et de la réactivation de leur vieux tropisme isolationniste les États-Unis semblent désirer un désengagement relatif dans certaines régions du monde, il n'en va pas de même vis à vis de l'Asie. L'administration Obama a évoqué le concept de « pivot », ce basculement de la puissance américaine de l'Atlantique vers le Pacifique, de l'Europe et du Moyen-Orient vers l'Asie. Un basculement qui a aussi une dimension stratégique, avec le renforcement de la base navale de Guam, l'implantation de la marine de guerre à Singapour et la création d'une nouvelle base pour les *Marines* à Darwin, en Australie. La moindre dépendance énergétique (grâce au gaz de schiste) faciliterait cette réorientation. La présence asiatique croissante aux États-Unis mêmes pousserait en ce sens (l'immigration d'origine asiatique ainsi que les entreprises : un tiers des entreprises de la Silicon Valley sont arrivés d'Asie). L'Europe, sa population vieillissante, sa récession quasi endémique et son chômage, ne semble plus en mesure de constituer le relais de croissance dont les États-Unis ont besoin. Comme le disait Poutine pour le compte de la Russie : « il faut prendre le vent chinois dans la voile économique ». La grande affaire est celle du Partenariat Trans-Pacifique, projet de libre-échange autour des États-Unis et de l'Asean, avec un Japon qui souhaite s'y intégrer et une Chine qui y voit à la fois l'esquisse de la première construction économique mondiale et une tentative américaine de « *containment* » à son égard. Le « pivot » serait pour les États-Unis un moyen de se brancher plus encore sur le dynamisme d'une région dont ils entretiennent la prospérité par la paix qu'ils y assurent.

Il faut se garder cependant des schémas simplistes et des constructions intellectuelles qui s'efforcent de contraindre les réalités dans les limites d'une démonstration, fut-elle séduisante. Si l'industrie américaine, dynamique dans les « années Clinton », a beaucoup perdu en substance dans les années 2000, elle retrouve aujourd'hui une compétitivité inégalée. L'industrie automobile, renaissance hors de Détroit, en est un exemple. L'indépendance énergétique, qui s'était elle aussi dégradée, progresse à nouveau et contribue à la compétitivité retrouvée (toujours le gaz de schiste). Les territoires ne présentent plus les lignes de force des Trente Glorieuses, ni celles, manichéennes, de l'ère Reagan. La « périphérie

intérieure » s'affaiblit toujours plus, les poches de pauvreté sont parfois révélées au grand jour (par l'ouragan Katrina en 2005 par exemple). Mais, autour des grandes métropoles, sur les littoraux, autour des pôles universitaires de nouvelles polarisations sont à l'œuvre. Les évolutions démographiques forgent plus que jamais une « population - monde » au service d'une « Amérique - monde ». Le très puissant secteur militaro-industriel, la haute technologie, la recherche-développement, le secteur culturel (Hollywood), les grandes universités à la fois s'imposent au monde et ont besoin du monde. Elles ne sont pas prêtes à se satisfaire d'un destin régional.

Par ailleurs, l'Europe refuse une certaine forme de la puissance. Sous l'effet de la crise économique, des évolutions économiques très divergentes au sein du Vieux Continent et du désenchantement des opinions, la perspective d'une « Europe-puissance » capable de faire pendant aux États-Unis s'éloigne de plus en plus. La Russie inquiète. La Chine, sauf ponctuellement, refuse le co-leadership mondial : elle ne veut pas connaître le sort de l'URSS et affiche avant tout le désir de rester maîtresse chez elle et autour d'elle tout en constituant une énigme quant à la portée de son ambition réelle. Et comment maintenir la très fragile paix conclue entre Israël et l'Égypte ? Il y a un « besoin d'Amérique » et les États-Unis sont toujours « aspirés » au premier rang partout dans le monde par un effet de vide ou par un consensus en creux. Cet effet se manifeste d'ailleurs pour le dollar également, la devise américaine ne pouvant, pour l'instant, être remplacée par aucune autre dans son rôle international : elle demeure ainsi une arme économique et géopolitique majeure aux mains des États-Unis, et sa faiblesse même devient une force.

L'hyperpuissance des années 1990 était éphémère et les événements militaires tout comme les crises des années 2000 ont révélé au grand jour une évolution en cours. L'affaiblissement relatif du pays, du fait de la désindustrialisation, des dettes et des déficits est sensible. Les structures sociales excessivement inégalitaires jouent dans le même sens. L'équilibre des forces dans le monde en est modifié, favorisant le retour à des formes nouvelles de multilatéralisme, plus ponctuelles et plus ciblées que dans les grands systèmes de la guerre froide. L'Amérique ne peut plus tout faire toute seule, et il lui arrive de se mettre partiellement en retrait, réorientant ses moyens en tenant compte des nouvelles lignes de force et avant tout de ses intérêts. Mais l'industrie renaissante des États-Unis, les atouts énergétiques nouveaux, la production de 20% des richesses mondiales, la possession de 40% des grandes universités, une force militaire sans commune mesure, une créativité sans égale ainsi que les contradictions et faiblesses de leurs partenaires ou adversaires les rendent toujours et partout incontournables.

Les candidats ne pouvaient pas être déstabilisés par une problématique qui est au cœur du programme, tout comme elle est au centre des débats d'aujourd'hui. Le libellé se voulait neutre et impersonnel afin de ne pas induire une interprétation particulière du sujet. La démarche intellectuelle attendue (partir des réalités américaines pour en mesurer l'impact mondial) correspond à la lettre et à l'esprit du programme ainsi libellé : « les États-Unis, des Amériques au monde ». Par ailleurs, vu les études et les carrières auxquelles nos candidats se destinent, il est important que leur réflexion porte sur les charnières de l'économie, du social et de la géopolitique.

Il reste que si le sujet était accessible, il était aussi difficile. La moyenne de l'épreuve est de 9,88. L'écart type atteint 3,18 sur l'ensemble des 2265 dissertations : la hiérarchisation des copies est par conséquent très correcte. Les bonnes copies, qui allient la précision des connaissances, l'indépendance et la finesse de la réflexion, le sens de la synthèse nuancée, la qualité de la rédaction ont émergé. De manière générale, un sujet facile « écrase » la hiérarchie au sommet, et il est alors moins évident de distinguer entre bons ou assez bons candidats. Un sujet raisonnablement difficile rend plus aisée la hiérarchisation au sommet, moins aisée celle du bas du tableau. Les spécificités de l'ESSEC supposent un sujet sélectif.

La difficulté majeure rencontrée par beaucoup de candidats est de parvenir à une réflexion autonome sur le sujet qui leur est proposé. Même lorsque la question est correctement identifiée et assez bien délimitée dans l'introduction, la dissertation retombe souvent dans l'ornière des « questions de

cours ». On « tire » le sujet du côté des « corrigés - types » sur la puissance américaine dans le monde en occultant parfois totalement l'analyse de l'économie et de la société américaines (ou alors on se limite à la conjoncture). Certains candidats inversent immédiatement le sujet (comment la situation mondiale influence-t-elle l'économie américaine ?) pour le faire rentrer dans un schéma qui leur est plus familier. On ne saurait répéter suffisamment qu'une définition rigoureuse des termes du sujet est un préalable indispensable (ici les termes de « mutations structurelles » par exemple). L'introduction ne consiste pas à « raconter » ce qui s'est produit « avant » : c'est la porte ouverte aux dérives insidieuses vers des sujets différents de celui qui est posé (celui qu'on aurait aimé avoir, celui qu'on a déjà traité, etc.). Certains défauts sont irritants : la surabondance de sigles, l'évolution sociale qui devient systématiquement « sociétale ». La citation pertinente extraite d'un livre bien assimilé est bien sûr utile, et certains ouvrages, qui sont des événements en eux-mêmes et participent du débat d'idées, méritent d'être nommés. Mais la surabondance pédante et clinquante de références cache trop souvent l'indigence de la réflexion propre. Trop de candidats se laissent enfermer dans la logique simpliste et linéaire des idées reçues : celle du « déclin » des États-Unis par exemple. Même si la question est agitée dans l'opinion américaine elle-même, il ne faut pas pour autant la cautionner sans analyse contradictoire. Enfin, on observera que les réalités intérieures des États-Unis, dans leurs évolutions récentes, ne sont pas toujours bien connues : peut-être certains candidats approchent-ils trop systématiquement la première puissance mondiale par leur seule « carapace extérieure », les données stratégiques et les rapports de force ? Nos jeunes candidats sont peut-être trop sensibles aussi aux mythes : les « années Clinton » sont parées de toutes les vertus, la présidence Obama est celle de tous les espoirs.

Aucun plan ne s'imposait absolument. De nombreux candidats adoptent un plan chronologique qui a pu les tirer d'affaire lorsque le récit laissait une place à l'analyse. D'autres examinent dans un premier temps les structures de l'économie et de la société américaines et leur évolution vers les difficultés actuelles. Ils montrent dans un second temps qu'il en résulte pour partie, et après des moments très interventionnistes, une propension des États-Unis à moins s'impliquer : est-ce le « désengagement américain », avec ses conséquences, positives ou négatives, pour les différentes régions du monde ? Et si (troisième temps de la réflexion) ce « désengagement » était plus apparent que réel, s'il n'était que l'expression de priorités nouvelles et d'une adaptation des choix et des méthodes à un monde différent, de la part des États-Unis que certaines mutations affaiblissent, mais que d'autres renforcent ?

Le compte-rendu critique de l'épreuve doit éviter de devenir un miroir déformant. L'énoncé des insuffisances et des difficultés ne doit pas occulter la quasi absence de copies indignes ou indigentes. Un fonds commun de connaissances et d'idées pertinentes est assez largement partagé par la plupart de nos candidats. L'épreuve s'est efforcée de contribuer à repérer les meilleurs de ces derniers.